

Cela devait arriver !!!

Une nouvelle fois l'opinion publique s'offusque à juste titre des dernières violences policières médiatisées cette semaine. Que ce soit lors de l'évacuation du camp de migrants place de la République et dernièrement lors de l'arrestation du producteur par des forces de police du 17^{ème} arrondissement, les violences exercées par certains fonctionnaires de police ont une nouvelle fois franchi un cran dans l'horreur.

Malheureusement, cette situation n'est que la suite d'une longue liste d'exactions perpétrées par des fonctionnaires de police à l'encontre d'une certaine partie de la population et des mouvements sociaux. Mais alors que nombre d'organisations, dont la nôtre, dénoncent depuis longtemps cette situation, comment a-t-on pu en arriver là ?

Alors que les gouvernements qui se succèdent aggravent chaque année un peu plus les politiques austéritaires défavorable à l'immense majorité de la population, la colère est montée peu à peu dans le peuple. Les mouvements sociaux (gilets jaunes, manifestations syndicales...) se sont multipliés. Alors même que la réponse aurait dû être politique, les gouvernements ont préféré se réfugier derrière des politiques sécuritaires et un dernier rempart physique : la police nationale. Avec l'abandon notamment de la police de proximité sous l'ère Sarkozy, celle-ci s'est trouvée instrumentalisée par les puissants, aidés en cela par des organisations qui sensé les représenter et défendre, se sont contentées de défendre revendications catégorielles et rentes de situation, aggravant en cela encore plus le fossé entre police et citoyens. C'est ainsi que des fonctionnaires de police se sont trouvés de plus en plus légitimés dans leur explosion de violence, favorisé en cela par une institution qui plutôt que de les sanctionner à préférer fermer les yeux voir inciter ces agissements. C'est ainsi que la violence est devenue structurelle au sein de l'institution policière afin de servir les politiques autoritaires gouvernementales.

Comment peut-on alors encore malheureusement s'étonner de ce qui arrive ?

Le ministre de l'intérieur, Gérard DARMANIN, celui qui s'étouffait lorsqu'on évoquait les violences policières, dit ne pas vouloir limoger le Préfet de Police LALLEMENT, celui qui « n'est pas de notre camp », sa politique n'étant pas de trouver des « boucs émissaires ». Mais alors que penser de l'annonce soudaine de demande de révocation des 3 fonctionnaires mis en cause dans l'agression du 17^{ème} arrondissement ? La sanction serait certes largement méritée, mais cela est-il suffisant quand dans le même temps ce même ministre continue de soutenir la loi de sécurité globale et son si controversé article 24 ? En s'offusquant ainsi, n'est-ce pas justement tenter de cacher derrière 3 « exemples » le fond même du problème ? Car rappelons le ici, ce sont bien des images vidéo mettant en cause des fonctionnaires de police qui ont permis de faire la lumière sur cette affaire et sur bien d'autres précédemment.

Pour la CGT Préfecture de Police et la CGT Intérieur, bien au-delà des dernières images, il s'agit désormais d'en finir avec les orientations sécuritaires et liberticides d'un gouvernement aux abois. Cela passe bien évidemment par le retrait de la loi de sécurité globale mais plus largement par une réforme plus profonde de la police nationale. Celle-ci doit sortir de son rôle de milice au service du capital pour redevenir ce qu'elle devrait être, une police au service des citoyens.